Pour une gestion durable de l'eau en France

Dossier de
 la rÃ©daction de H2o
April 2013

Le Centre d'analyse stratÃ©gique - CAS, communique sur deux Ã©tudes commandÃ©es auprÃ¨s de BRL IngÃ©nierie sur le thÃ¨me de l'eau : une premiÃ¨re "Ressources et besoins en eau en France Ã l'horizon 2030" et une seconde, "Ressources en eau, production agricole et sÃ©curitÃ© alimentaire Ã l'horizon 2030 sur la rive sud de la MÃ©diterranÃ©e et en Afrique subsaharienne". Ces deux Ã©tudes ont fait l'objet de quatre notes d'analyse.

La gestion de l'eau est aujourd'hui confrontÃ©e Ã de nombreux enjeux tant en France qu'Ã l'international.Â En France, la prioritÃ© actuelle est de rÃ©ussir Ã rÃ©pondre aux besoins en eau de la population et de ses diverses activitÃ©s Ã©conomiques, tout en prÃ©servant la ressource en qualitÃ© et en quantitÃ© et en maintenant un rythme de dÃ©penses soutenable pour le budget de l'Ã‰tat.

Pour une gestion durable de l'eau en France (volet 1) : Quelle rationalisation des dÃ©penses pour les acteurs de la politique de l'eau ?

La prioritÃ© du siÃ¨cle dernier fut avant tout d'approvisionner en eau l'ensemble de la population grÃ¢ce Ã la construction d'un rÃ©seau d'infrastructures performant. Celle du XXIe siÃ¨cle sera de garantir la protection de la ressource en qualitÃ© et en quantitÃ© dans un contexte de changement climatique. Face Ã cette nouvelle donne, une adaptation de la politique de l'eau est essentielle, impliquant un vaste processus de rationalisation des dÃ©penses en matiÃ¨re de gestion de la ressource. Pour cela, le CAS Ã©met trois propositions :

-

Adapter les rÃ¨gles budgÃ©taires auxquelles sont assujetties les collectivitÃ©s locales afin d'amÃ©liorer la transparence financiÃ¨re et le pilotage des services des eaux.

-

Afin de lutter Ã la source contre les pollutions diffuses, Ã©tudier les conditions d'une modification fiscale augmentant le taux de TVA sur les engrais azotÃ©s et incluant ceux-ci dans la liste des substances dont l'usage est assujetti Ã la redevance sur les pollutions diffuses, tout en prÃ©voyant des compensations adÃ©quates pour les agriculteurs.

-

DÃ©velopper le recours Ã des accords agro-environnementaux dans les zones Ã risque qui doivent Ãªtre prÃ©servÃ©es de la pollution (zones humides et de captage d'eau potable) en amÃ©liorant leur contenu : allongement de la durÃ©e des contrats, etc.

Pour une gestion durable de l'eau en France (volet 2) : Comment amÃ©liorer la soutenabilitÃ© de la tarification de l'eau pour les mÃ©nages ?

L'augmentation des coÃ»ts de gestion, l'intÃ©gration de nouveaux pÃ´les de dÃ©penses, et la baisse continue de la consommation en eau tend Ã remettre en question la soutenabilitÃ© du systÃ¨me actuel de tarification de l'eau pour les mÃ©nages. Une Ã©volution de la tarification est donc nÃ©cessaire, afin de concilier au mieux efficacitÃ© Ã©conomique et environnementale et Ã©quitÃ© sociale. Pour cela, le CAS Ã©met trois propositions :

-

Revoir le systÃ¨me de tarification de l'eau potable en augmentant la part variable au dÃ©triment de la part fixe de l'abonnement et en dÃ©veloppant, dans les communes qui prÃ©sentent des risques de pÃ©nurie d'eau et aprÃ¨s la rÃ©alisation d'Ã©tudes approfondies, une tarification progressive et/ou une tarification saisonniÃ¨re.

-

Instaurer une rÃ©munÃ©ration des services des eaux en fonction d'indicateurs de performance environnementale et sociale.

-

RÃ©Ã©quilibrer le financement de l'assainissement des eaux pluviales urbaines en incitant les collectivitÃ©s Ã recourir Ã la nouvelle taxe pluviale assise sur le foncier impermÃ©abilisÃ©.

Pour une gestion durable de l'eau en France (volet 3) : Les risques stratÃ©giques de la gestion quantitative de l'eau et les perspectives d'adaptation Ã 2030

Ã€ l'horizon 2030, malgrÃ© l'impact du changement climatique, la France ne

devrait pas connaÃ®tre globalement de rupture structurelle majeure dans son Ã©quilibre besoins/ressources en eau. NÃ©anmoins, de fortes disparitÃ©s locales sont Ã prÃ©voir, certains territoires devant subir des tensions plus importantes sur la ressource. Un certain nombre de mesures structurelles sont donc Ã engager dÃ¨s aujourd'hui pour y faire face. Le CAS Ã©met trois propositions :

-

AmÃ©liorer le conseil et l'accompagnement des agriculteurs afin de favoriser le dÃ©veloppement de systÃ¨mes de cultures plus rÃ©sistants Ã la sÃ©cheresse s'appuyant sur des techniques agricoles Ã©conomes en eau.

-

Encourager les collectivitÃ©s locales Ã s'emparer des outils techniques et rÃ©glementaires existants afin de rÃ©duire les fuites dans les rÃ©seaux et le gaspillage d'eau potable.

-

Ã‰tudier dÃ¨s Ã prÃ©sent des solutions de sÃ©curisation de l'approvisionnement en eau (barrages, rÃ©utilisation des eaux usÃ©es etc.) pour certaines zones prÃ©sentant des risques de pÃ©nurie d'eau.

Pour une gestion durable de l'eau en France, volet 1, Quelle rationalisation des dÃ©penses pour les acteurs de la politique de l'eau ?, note d'analyse, CAS, 16 pages

Pour une gestion durable de l'eau en France, volet 2, Comment amÃ©liorer la soutenabilitÃ© de la tarification de l'eau pour les mÃ©nages ?, note d'analyse, CAS, 16 pages

Pour une gestion durable de l'eau en France, volet 3, Les risques stratÃ©giques de la gestion quantitative de l'eau en France et les perspectives d'adaptation Ã 2030, note d'analyse, CAS, 12 pages

Ressources et besoins en eau en France Ã l'horizon 2030, Ã©tude rÃ©alisÃ©e par BRL IngÃ©nierie pour le Centre d'analyse stratÃ©gique, 176 pages